

**Procès-Verbal du conseil municipal
Séance du lundi 24 juillet 2023**

L'an deux mille vingt-trois, le 24 juillet à 18h00,

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 20 juillet 2023, a tenu une réunion en session ordinaire, sous la présidence de M. Stéphane SAUVEBOIS.

Présents : M. SAUVEBOIS Stéphane, maire,

M. SILLON Xavier, Mme DEBOUT Stéphanie, M. HAZAK Eric, Mme MARTIN Jocelyne, M. CAIOLO SERRA Laurent, Mme VAZEUX Delphine, Adjointes,

M. MARTIN Michel, maire délégué de Venosc, M. Philippe PRIMATESTA, maire délégué de Mont de Lans

M. CHALVIN Jean-Noël, Mme MANIN Brigitte, Mme BEL Florence, Mme DUMONT Virginie, Mme

AGUILAR Angélique, Mme FAURE Estelle, Mme TEXIER LELONG Louise, Mme FIAT Mélanie, M.

DRUMAIN Etienne, M. CHARREL Romain, Mme ARGENTIER Agnès, M. GALLAND Stéphane, Mme

NEYRAUD Cécile, conseillers municipaux.

Absent(s) excusé(s) : Néant

Pouvoirs : M. Simon LAUVAUD donne pouvoir à Michel MARTIN

Secrétaire de séance : Angélique AGUILAR

Monsieur le Maire ouvre la séance et procède à l'appel nominal des conseillers municipaux et confirme que le quorum est atteint. Il présente la délégation de vote de Simon Lavaud qu'il donne à Michel Martin.

Puis il demande un ou une candidate aux fonctions de secrétaire de séance. L'assemblée retient la candidature d'Angélique AGUILAR.

Les formalités d'usage accomplies, Monsieur le Maire passe à l'ordre du jour et commence avec les décisions prises dans le cadre des délégations que le conseil municipal lui a consenties

Décision 2023-157	préemption volume 10 ensemble immobilier clos des Fonds vendu par SARL COULEURS SOLEIL
Décision 2023-158	abrogation de la décision n° 2023-132 portant préemption du volume n° 6 situé place de Venosc sur la parcelle section 534AB 764

Délibération n° 2023-159

Objet : Construction du téléphérique 3S – démolition de l'immeuble abritant le PANOBAR

Monsieur le Maire rappelle que par contrat notarié en date du 30 mars 1973, la commune historique de Mont de Lans à laquelle s'est substituée la commune nouvelle Les Deux Alpes, par suite de la fusion intervenue entre les communes de Mont de Lans et de Venosc en 2016, a conclu un bail emphytéotique administratif (BEA) avec la société Le Panoramic afin de lui confier la construction et l'exploitation d'un espace de bar-restaurant sur une parcelle sise lieudit « Les Ecarliats ».

Par un protocole d'accord transactionnel signé le 12 mai 2023, les Parties ont convenu de procéder à la résiliation amiable de ce contrat à compter du 30 avril 2023 conduisant à un retour de l'ensemble des constructions réalisées au cours de l'exécution du contrat dans le patrimoine communal.

Cette résiliation anticipée était motivée par la nécessité pour la commune de disposer de son foncier dès la fin de la saison d'hiver 2022/2023 afin de permettre la réalisation des travaux nécessaires à la construction de la future gare intermédiaire du téléphérique 3S dont la société SATA Group, titulaire du contrat de délégation de service public pour la construction et l'exploitation du domaine skiable des Deux Alpes, a la charge.

En effet, compte tenu des contraintes techniques liées à la réalisation de cet équipement, la société SATA Group a souhaité pouvoir implanter la gare intermédiaire de cet appareil sur le tènement foncier supportant actuellement « Le Panobar ».

Désormais propriétaire de l'ensemble des constructions établies sur ce tènement, la commune entend officiellement permettre à la société SATA Group de procéder à la démolition de celles-ci en vue de permettre la réalisation du programme d'investissements mis à sa charge dans le cadre du contrat de délégation de service public dont elle est titulaire.

La société SATA Group assurera la maîtrise d'ouvrage de ces travaux de démolition dans le cadre des travaux relatifs à la réalisation du 3S, et les frais de démolition induits par la réalisation de cet appareil seront intégralement pris en charge par la société SATA Group qui ne pourra en solliciter le remboursement auprès de la commune.

En conséquence, sur la base des éléments susmentionnés, il est demandé au conseil municipal d'autoriser la société SATA Group à procéder à la démolition du bâtiment implanté sur les parcelles cadastrées n^{os} 89 et n^o 93 de la section E en vue de permettre la réalisation du programme d'investissements mis à sa charge dans le cadre du contrat de délégation de service public pour la construction et l'exploitation du domaine skiable dont elle est titulaire.

Le conseil municipal, à l'unanimité, autorise la société SATA Group à procéder à la démolition du bâtiment implanté sur les parcelles cadastrées n^o 89 et 93 – section E

Délibération n° 2023-160

Objet : Chalet Refuge La Fée – création de la commission de DSP et conditions de dépôt des listes

Par délibération n°2023-086 du 24 avril 2023, le conseil municipal de la commune Les Deux Alpes a décidé d'approuver le principe du recours à un contrat de concession de service pour l'aménagement, l'équipement, l'exploitation et l'entretien du Chalet-Refuge de la Fée et a autorisé M. le Maire à engager la procédure afférente à la passation de ce contrat.

Les dispositions de l'article L. 1410-3 du Code général des collectivités territoriales impose l'intervention de la Commission de Délégation de Service Public définie à l'article L. 1411-5 du même code, dans la procédure d'attribution des contrats de concession quand bien même ces derniers n'auraient pas pour objet l'exploitation d'un service public.

Cette commission élue par le conseil municipal est chargée d'analyser les candidatures, de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre et d'émettre un avis sur les offres initiales reçues.

Avant de procéder à la constitution de la commission par élection de ses membres, il convient, conformément aux dispositions de l'article D. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, de fixer les conditions de dépôt des listes.

Les élus sont invités à établir une ou plusieurs listes qui seront déposées au début de la séance du conseil municipal au cours de laquelle il sera procédé à l'élection des membres de la Commission.

Avec l'accord de l'assemblée, Monsieur le maire propose que la commission DSP Chalet-Refuge de La Fée soit composée des mêmes élus que ceux de la Commission d'appel d'offres, à savoir :

- Titulaires : Eric HAZAK, Delphine VAZEUX, Cécile NEYRAUD
- Suppléants : Stéphanie DEBOUT, Angélique AGUILAR, Stéphane GALLAND

Il soumet sa proposition à l'avis de l'assemblée qui à l'unanimité approuve le dépôt de la liste suivante :

Titulaires : Eric Hazak – Delphine Vazeux – Cécile Neyraud

Stéphanie DEBOUT – Angélique AGUILAR – Stéphane GALLAND

Délibération n° 2023-161

Objet : Chalet Refuge La Fée – élection des membres de la commission de DSP

Monsieur le maire rappelle que par approbation de la délibération précédente, la liste qui composera la commission DSP Chalet-Refuge de La Fée est la suivante :

Titulaires : Eric Hazak – Delphine Vazeux – Cécile Neyraud

Stéphanie DEBOUT – Angélique AGUILAR – Stéphane GALLAND

Monsieur le maire propose de faire procéder à l'élection des membres titulaires et suppléants de la commission, par un vote au scrutin public à main levée. Cette proposition est approuvée à l'unanimité.

Suite au vote, la liste suivante est proclamée élue

Titulaires : Eric Hazak – Delphine Vazeux – Cécile Neyraud

Suppléants : Stéphanie DEBOUT – Angélique AGUILAR – Stéphane GALLAND

Objet : cession d'un terrain en vue de la construction d'un ensemble immobilier contenant une part de logements sociaux – lancement d'une procédure d'appel à projet

Monsieur le maire informe l'assemblée que ce dossier nécessite des ajustements complémentaires qui ne permettent pas à ce stade, de soumettre la délibération au vote de l'assemblée et propose de la reporter à une séance ultérieure.

Délibération n° 2023-162

Objet : Zone artisanale des Ougiers – Aliénation du lot F cadastré 534 A n° 789

Rapporteur : Michel MARTIN

En séance du 7 novembre 2022, le conseil municipal a approuvé la cession du lot H situé dans la zone artisanale des Ougiers à M. Joseph DURDAN, société Alt'Innovation qui souhaite y installer le siège social de son entreprise.

Suite à un redécoupage de plusieurs des lots de la zone artisanale, le lot que M. DURDAN souhaite acquérir est désormais dénommé lot F.

Cette modification nécessite de délibérer à nouveau.

L'assemblée, à l'unanimité, approuve la vente du lot F, d'une surface de 1037 m², pour un montant total de 80 886 € TTC.

Délibération n° 2023-163

Objet : ORIL – attribution d'une subvention

Rapporteur : Jocelyne Martin

Dans le cadre du dispositif Opération de Réhabilitation de l'Immobilier de Loisirs, M. Laurent Gravier a déposé une demande de subvention.

Propriétaire d'un appartement (110 m²) dans la résidence « LE GILELIA », il a engagé des travaux de rénovation (remplacement de toutes les menuiseries et fenêtres) à hauteur de 29 000 €.

La réalisation de ces travaux lui permet de bénéficier d'une subvention communale de 5 000 €.

Le conseil municipal approuve à l'unanimité, l'attribution d'une subvention ORIL à M. Gravier.

Délibération n° 2023-264

Objet : tarifs des services municipaux – actualisation des tarifs école de musique et Chasal Lento

Rapporteur : Stéphanie DEBOUT

Après que les nouveaux tarifs des services municipaux aient été adoptés, une difficulté d'interprétation sur le tarif adulte de l'école de musique porte à confusion et pour pallier toute difficulté à l'encaissement des frais d'inscription, il est proposé de fixer un tarif unique à 219 €.

Par ailleurs et pour compléter l'offre des produits vendus au Musée Chasal Lento, il est proposé d'inclure à la liste : bière sans alcool à 3 € - sandwich à 5 € - jeu des 7 familles à 6.50 €

Le conseil municipal approuve à l'unanimité

Délibération n° 2023-165

Objet : Décision modificative n° 3

Monsieur le maire passe la parole au directeur financier pour cette présentation puis soumet au vote les ajustements budgétaires présentés dans le cadre de la décision modificative n°3 du budget principal 2023 :

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-023 : Virement à la section d'investissement	0,00 €	410 700,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement	0,00 €	410 700,00 €	0,00 €	0,00 €
R-70878 : Remboursement de frais par des tiers	0,00 €	0,00 €	0,00 €	300 000,00 €
TOTAL R 70 : Produits des services, du domaine et ventes diverses	0,00 €	0,00 €	0,00 €	300 000,00 €
R-7352 : Fraction compensatoire de la CVAE	0,00 €	0,00 €	309 000,00 €	0,00 €
TOTAL R 73 : Impôts et taxes	0,00 €	0,00 €	309 000,00 €	0,00 €
R-73118 : Autres contributions directes	0,00 €	0,00 €	0,00 €	4 000,00 €
TOTAL R 731 : Fiscalité locale	0,00 €	0,00 €	0,00 €	4 000,00 €
R-74832 : Etat - CVAE et CFE	0,00 €	0,00 €	0,00 €	498 000,00 €
R-74833 : Etat - Compensation au titre des exonérations de TF	0,00 €	0,00 €	82 300,00 €	0,00 €
TOTAL R 74 : Dotations et participations	0,00 €	0,00 €	82 300,00 €	498 000,00 €
Total FONCTIONNEMENT	0,00 €	410 700,00 €	391 300,00 €	802 000,00 €
INVESTISSEMENT				
R-021 : Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	410 700,00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €	410 700,00 €
D-10226 : Taxe d'aménagement	0,00 €	162 000,00 €	0,00 €	0,00 €
R-10222 : FCTVA	0,00 €	0,00 €	140 000,00 €	0,00 €
TOTAL 10 : Dotations, fonds divers et réserves	0,00 €	162 000,00 €	140 000,00 €	0,00 €
R-1641 : Emprunts en euros	0,00 €	0,00 €	1 049 300,00 €	0,00 €
TOTAL R 16 : Emprunts et dettes assimilées	0,00 €	0,00 €	1 049 300,00 €	0,00 €
D-2031 : Frais d'études	0,00 €	167 500,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2031-114 : AMENAGEMENT DE L'ESPACE URBAIN	0,00 €	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles	0,00 €	172 500,00 €	0,00 €	0,00 €
D-20415332 : Subv. éta adm - Bâtiments et installations	250 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-20422 : Subv. pers. droit privé - Bâtiments et installations	0,00 €	7 500,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 204 : Subventions d'équipement versées	250 000,00 €	7 500,00 €	0,00 €	0,00 €

D-21538 : Autres réseaux	0,00 €	326 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-21561 : Matériel roulant	180 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-21568 : Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00 €	12 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-21578 : Autre matériel technique	0,00 €	50 000,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2158 : Autres installations, matériel et outillage techniques	113 984,40 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2158-111 : VOIRIE	0,00 €	113 984,40 €	0,00 €	0,00 €
D-21838 : Autre matériel informatique	0,00 €	6 100,00 €	0,00 €	0,00 €
D-21848 : Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00 €	500,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2188 : Autres immobilisations corporelles	500 000,00 €	51 000,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	793 984,40 €	559 584,40 €	0,00 €	0,00 €
D-2313-104 : PALAIS DES SPORTS	180 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2313-112 : OFFICE DE TOURISME	150 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2313-711 : BATIMENTS	100 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2315 : Installations, matériel et outillage techniques (en cours)	250 000,00 €	43 800,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	680 000,00 €	43 800,00 €	0,00 €	0,00 €

La décision modificative numéro 3 est approuvée à l'unanimité

Délibération n° 2023-166

Objet : convention de mandat entre la commune et SATA Group pour l'encaissement d'une partie des recettes de la piscine dans le cadre des offres SATA

Monsieur le maire rapporte à l'assemblée que dans le cadre de la gestion et l'exploitation du domaine skiable des Deux Alpes, SATA Group souhaite proposer à sa clientèle, des offres pouvant combiner des accès aux remontées mécaniques, des activités sportives et/ou de loisirs et en accord avec la commune, l'accès aux piscines publiques de Venosc Village et du Centre Station.

Les parties souhaitent proposer à la clientèle, un tarif préférentiel de 2 € sur la vente unitaire des Skipass qui nécessite de conclure une convention de mandat pour permettre l'encaissement des recettes de vente des entrées aux piscines de Venosc Village et du Centre Station par SATA Group auprès des usagers, et d'autre part, sur le reversement à la commune desdites recettes brutes.

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve de conclure la convention de mandat avec SATA Group.

Délibération n° 2023-167

Objet : Actualisation des autorisations de programmes et des crédits de paiement

Pour la présente délibération, Monsieur le Maire passe la parole au directeur financier qui rappelle qu'un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire. Pour engager des dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité doit inscrire la totalité de la dépense la 1ère année puis reporter d'une année sur l'autre le solde. La procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe de l'annualité budgétaire. Cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles d'engagement. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

La procédure des AP/CP permet ainsi à la commune de ne pas faire supporter à son budget l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais uniquement les dépenses à régler au cours de l'exercice et ainsi améliorer les taux de réalisation des dépenses d'investissement. Elle vise à planifier la mise en œuvre d'investissements pluriannuels en assurant davantage de transparence et de lisibilité.

Les autorisations de programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme. Le budget de N ne tient compte que des CP de l'année.

Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement. La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

Elles sont votées par le Conseil municipal, par une délibération distincte, lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives :

- La délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que sa répartition dans le temps. Dès cette délibération, l'exécution peut commencer (signature d'un marché par exemple).
- Les crédits de paiement non utilisés une année doivent être repris l'année suivante par délibération du Conseil municipal au moment de la présentation du bilan annuel d'exécution des AP/CP.
- Toutes les autres modifications (révision, annulation, clôture) doivent faire l'objet d'une délibération. Le suivi des AP/CP est également retracé dans une annexe à chaque étape budgétaire (budget primitif, décisions modificatives, compte administratif).

Le suivi des AP/CP est également retracé dans une annexe à chaque étape budgétaire (budget primitif, décisions modificatives, compte administratif).

Dans le cadre de la décision modificative n°3 de l'exercice 2023 du Budget Principal, il est proposé d'actualiser les autorisations de programmes et les crédits de paiement comme suit :

Actualisation des autorisations de programme	Autorisation de programme			Engagements pluriannuels	
	Montant de l'AP avant le vote de la décision modificative n°3	Décision modificative n°3	Montant total de l'AP	Engagements pluriannuels sur l'AP	Disponible pour engagements pluriannuels
AP n°20514 « Lac de la Mura »	18 000 000,00	0,00	18 000 000,00	79 200,00	+17 920 800,00
AP n°22CB03 « Parking Côte Brune »	14 256 000,00	-2 256 000,00	12 000 000,00	2 310 444,00	+9 689 556,00
AP n°22PDS01 « Agrandissement	12 000 000,00	-11 980 000,00	20 000,00	11 812,00	+8 188,00

et restructuration du Palais des Sports »					
AP n°22VR04 « Programme Voirie »	4 065 000,00	0,00	4 065 000,00	557 694,19	+3 507 305,81
AP n°23BAT01 « Programme bâtiments »	3 317 000,00	0,00	3 317 000,00	230 943,05	+3 086 056,95
AP n°22OT02 « Rénovation de l'Office de Tourisme »	1 700 000,00	0,00	1 700 000,00	11 813,00	+1 688 187,00
AP n°23URB01 « Stationnement (OAP n°3) »	1 120 000,00	0,00	1 120 000,00	0,00	+1 120 000,00
Total :	54 458 000,00	-14 236 000,00	40 222 000,00	3 201 906,24	+37 020 093,76

Actualisation des crédits de paiement :

Répartition des crédits de paiement	Crédits de paiement				Reste à financer après 2023
	Réalisé antérieur	Crédits votés avant le vote de la décision modificative n°3	Décision modificative n°3	Total des crédits votés en 2023	
AP n°20514 « Lac de la Mura »	268 228,07	308 037,87	0,00	308 037,87	17 423 734,06
AP n°22CB03 « Parking Côte Brune »	36 222,00	571 978,72	0,00	571 978,72	11 391 799,28
AP n°22PDS01 « Agrandissement et restructuration du Palais des Sports »	0,00	200 000,00	-180 000,00	20 000,00	0,00
AP n°22VR04 « Programme Voirie »	0,00	1 365 000,00	+113 984,40	1 478 984,40	2 586 015,60

AP n°23BAT01 « Programme bâtiments »	0,00	894 000,00	-100 000,00	794 000,00	2 523 000,00
AP n°22OT02 « Rénovation de l'Office de Tourisme »	0,00	300 000,00	-150 000,00	150 000,00	1 550 000,00
AP n°23URB01 « Stationnement (OAP n°3) »	0,00	336 000,00	0,00	336 000,00	784 000,00
Total :	304 450,07	3 975 016,59	-316 015,60	3 659 000,99	36 258 548,94

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve l'actualisation des autorisations de programmes et crédits de paiements telle qu'elle a été présentée en séance.

Délibération n° 2023-168

Objet : création d'un fonds de dotation pour l'achat d'œuvres artistiques

Rapporteur : Stéphanie DEBOUT

Dans le cadre de la promotion culturelle engagée par la municipalité, il est proposé à l'assemblée la création d'un fonds de dotation pour l'achat d'œuvres artistiques.

En effet, certaines peintures d'artistes de l'Oisans commencent à être cotées et parce qu'il s'agit pour certains d'artistes locaux qui participent à la promotion du patrimoine local, il pourrait être intéressant d'acquérir ponctuellement certaines de leurs œuvres.

Si le conseil municipal approuve ce principe, il est cependant nécessaire d'en définir un plafond qui pourrait être fixé à 5000 €/an.

Agnès Argentier demande quels artistes sont concernés. Stéphanie Debout pense en premier lieu à Jean Hautinguiraut. Décédé en 2007, il a produit à Venosc de 1952 à 1968. Ces œuvres sont bien connues sur la commune suite à une commande du Père Roodenbecke, l'artiste exécute de 1954 à 1957 la totalité des œuvres (meublier, sculptures, objets de culte...), qui ornent la Chapelle Saint Benoît dont la remarquable porte d'entrée. Elle ajoute que toute forme d'art sera retenue et pas uniquement la peinture. Il est également proposé la rédaction d'une charte.

L'assemblée, à l'unanimité, approuve la création d'un fonds de dotation qu'elle fixe à 5 000 €/an.

Délibération n° 2023-169

Objet : Prise en charge des frais de visite médicale engagés par les agents dans le cadre du renouvellement du permis poids lourd

Rapporteur : Eric HAZAK

Le renouvellement du permis de conduire poids lourd nécessite, pour une partie du personnel des services techniques, une visite médicale d'aptitude qui doit être réalisée tous les 5 ans.

Le tarif de la visite médicale est fixé actuellement à 36 €.

Pour le bon fonctionnement des services municipaux, notamment des services techniques, il est proposé que la collectivité prenne en charge la visite médicale.

L'assemblée est également informée que les permis entrent dans le champ de la formation continue des agents.

13 agents détiennent le permis poids lourd dont 2 doivent être renouvelés en 2024.

Le conseil municipal approuve à l'unanimité cette prise en charge.

Objet : Déclaration d'Utilité Publique GOLF – acquisition amiable de la parcelle 253 C 1063

Monsieur le maire informe l'assemblée que ce dossier doit encore être complété et ne permet pas à ce stade, de soumettre la délibération au vote de l'assemblée.

Il propose de la reporter à une séance ultérieure.

L'ordre du jour terminé, Monsieur le maire souhaite porter à la connaissance de l'assemblée qu'il a décidé d'engager la procédure de décharge de fonction pour l'emploi fonctionnel de Directeur général des services comme le permet l'Article 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant statut de la fonction publique territoriale.

Il précise que deux délais intangibles et cumulatifs doivent impérativement être respectés

1- Une décharge de fonction impossible dans les 6 mois suivants la désignation de l'autorité territoriale. L'article 53 dispose qu' « Il ne peut être mis fin aux fonctions des agents occupant un emploi fonctionnel qu'après un délai de six mois suivant soit leur nomination dans l'emploi, soit la désignation de l'autorité territoriale. »

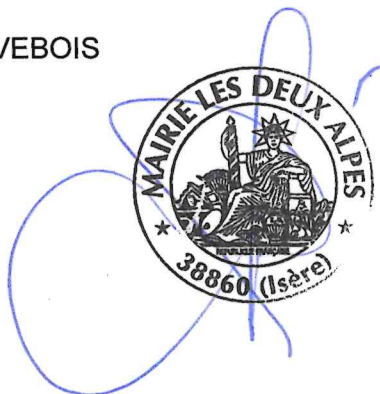
2- Une date de fin de fonction obligatoirement fixée le 1er jour du troisième mois suivant l'information de l'assemblée délibérante.

L'article 53 prévoit que « la fin des fonctions de ces agents prend effet le premier jour du troisième mois suivant l'information de l'assemblée délibérante ». Il n'est donc pas possible de fixer librement une date, celle-ci étant liée à la date retenue pour l'information de l'assemblée délibérante et la décharge ayant donc obligatoirement lieu un 1er du mois.

Pour répondre à Mme Neyraud, Monsieur le maire apporte une précision supplémentaire et l'informe que le poste n'est pas vacant et ne peut pas être pourvu tant qu'il n'est pas libéré et que la procédure n'est pas terminée.

L'ordre du jour terminé, Monsieur le maire lève la séance à 19h.

Le maire, Stéphane SAUVEBOIS



La secrétaire de séance, Angélique AGUILAR

